



Université Sidi Mohammed Ben Abdellah de Fes.



Faculté des Sciences Juridiques Économiques Et Sociale

**Projet de fin d'étude en vue d'obtention du
diplôme de licence fondamentale en filière :
Science Économie et Gestion.**

« « « Intitule du Projet : » » »

Dépense Publique et la Croissance Économique
Nationale

Réalise par :
Chinonso Joshua Ngeke

Encadre Par :
M. Driss Touijar

Anne Université 2023-2024

Table des matières

0.1	REMERCIEMENT	3
0.2	Introduction générale	4
1	DÉPENSES PUBLIQUES	6
1.1	TYPES ET SOURCE DE LA DÉPENSES PUBLIQUES	6
1.1.1	Sources de la dépenses publique	7
1.2	THÉORIE DE LA DÉPENSES PUBLIQUES	8
1.3	OBJECTIFS DE LA DÉPENSES PUBLIQUES	11
1.3.1	La diversité des causes d'accroissement des dépenses publiques	11
1.3.2	Les effets de l'accroissement des dépenses publiques	12
2	CROISSANCE ÉCONOMIQUE	15
2.1	FACTEURS DE CROISSANCE	16
2.1.1	Mesuré de la croissance	17
2.2	LES PHASES CYCLES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE	20
2.2.1	L'expansion	20
2.2.2	La crise	20
2.2.3	La récession	20
2.2.4	La reprise	21
2.2.5	CYCLES ÉCONOMIQUE	21
2.3	SOURCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	22
2.3.1	Concept des classiques	23
2.3.2	Théorie nouvelle de la croissance économique	25
2.3.3	Des inconvenances de croissance	26
2.3.4	Critiques de croissance économique	27
2.3.5	Conclusion	28
3	DÉPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE AU MAROC	29
3.1	LIEU ET ÉVOLUTION DE LA DÉPENSES PUBLIQUES AU MAROC	30
3.1.1	Évolution de la dépenses publique au Maroc	31
3.1.2	La croissance économique au Maroc	33
3.2	REVUE DE LITTÉRATURE THÉORIQUES	36
3.3	L'IMPACT DE DÉPENSES PUBLIQUES SUR CROISSANCE; ÉTUDE ÉCONOMÉTRIQUE (MAROC)	38
3.3.1	Présentation des hypothèse d'étude.	38
3.3.2	Tableau des résultats	40

3.3.3	Interprétation des résultats.	40
3.3.4	Conclusion	43
3.3.5	CONCLUSION GÉNÉRALE	43

0.1 REMERCIEMENT

Tout d'abord, Ma gratitude est obligatoirement soumise à Dieu le plus puissant, plus haute, pour la Grace et Miséricorde qu'il m'a accordée à arriver à ce niveau et pour son Fidélité vers moi au début de ma démarche d'étude jusqu'à ce moment.

Je tiens à remercier chaleureusement tous les responsables du projet de fin d'études de Faculté des Sciences Juridiques, Économiques, et Sociales de Fès.

Leur expertise, leur encadrement et leur engagement ont été essentiels à la réussite de ce projet.

Je suis reconnaissant(e) pour les précieux conseils et l'orientation qu'ils m'ont offerts tout au long du processus.

Un merci spécial à mon encadrant Mr. TOUIJAR DRISS pour son soutien inconditionnel et son accompagnement tout au long de ce projet. Son expertise, son disponibilité et son patience ont été des atouts majeurs pour mener à bien cette recherche.

Les conseils éclairés et la confiance en mes capacités m'ont permis de progresser et d'atteindre des résultats dont je suis fier.

J'aimerais également exprimer ma profonde gratitude à tous les enseignants de la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques, et Sociales de Fès, qui ont joué un rôle déterminant dans ma formation.

En particulier, je souhaite à remercier Mr. TOUIJAR DRISS, et Mme. ELAMRI KHADIJA. Leurs connaissances approfondies, leur passion pour l'enseignement et leur dévouement ont été sources d'inspiration et ont contribué à ma croissance académique.

Je tiens également à exprimer ma reconnaissance envers mes parents, mes frères et mes amis. Leur soutien inconditionnel, leurs encouragements constants et leur amour ont été une force motrice tout au long de mon parcours universitaire.

C'est avec une grande humilité que je conclus cette étape de ma vie académique. Je reconnais que mon succès est le fruit d'un effort collectif, et je souhaite exprimer ma gratitude sincère à tous ceux qui ont contribué à ma réussite.

Merci du fond du cœur Mme DORIS IFEDIORAH pour votre soutien et le Ministre d'éducation Fed.Rep.Nigeria pour votre investissement sur moi.

Sans oublier mes parents qui ont cru en moi et m'ont donné la force de continuer à temps très difficile, je tiens aussi à remercier mes frères et sœurs pour leurs conseils et confiance.

Et en fin, je remercie et félicite mes amis qui sont toujours prêts d'apprendre des nouvelles et m'ont montré que je peux le faire aussi, je suis fier/fière de vous tous.

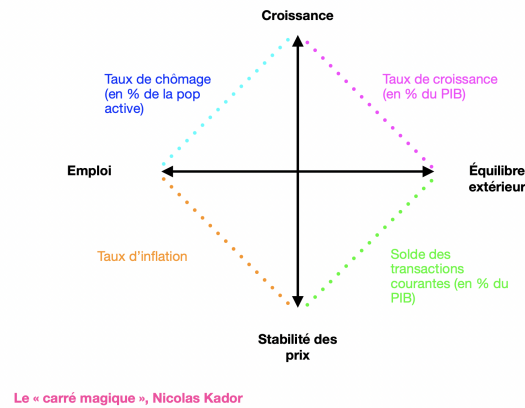


FIGURE 1 – Objectifs économique

0.2 Introduction générale

La politique économique est la seule fonction qui nécessite les pouvoirs publics d'atteindre leurs objectifs fondamentaux, à savoir :

La pleine emploi.

L'équilibre extérieur.

La stabilité des prix.

et La croissance économique.

La politique monétaire et la politique budgétaire sont les deux axes de cette politique économique et ils jouent des rôles intensifs et au même temps extensifs dans l'atteinte d'objectifs des pouvoirs publics (l'état).

La politique monétaire est l'instrument utilisé pour la stabilité des prix et règlement de la masse monétaire gérée par la banque centrale sous la supervision du ministre de l'économie et des finances.

La politique budgétaire est l'instrument par lequel l'état agit sur l'économie en utilisant son pouvoir de fixer les recettes de l'état et les priorités dans la répartition des dépenses publiques.

Vue que la croissance économique est l'un des objectifs de la politique économique, ce projet de recherche est donc consacré à l'étude de la politique budgétaire et la croissance économique, notamment les dépenses publiques.

Dans cette projet, je voulais savoir et montrer si il existé une liaison entre la dépenses publique et la croissance économique, en utilisant les théories économique et l'approche économétrie et pour ce fait je commence par l'étude théorique de la dépenses publique.

Chapitre 1

DÉPENSES PUBLIQUES

INTRODUCTION

L'objectif de les pouvoir publique sera jamais atteindre sans l'utilisation de la dépenses publique, pour pouvoir effectue ou entame la réalisation des ces objectifs, il faut obligatoirement inclus les dépenses publique.

Aucune économie ne peut atteindre un niveau remarquable de développement sans l'intervention de l'état.

Que est ce que la dépenses publique ?

La dépenses publique est l'ensemble des charges engage par l'état pour satisfaire les besoin nationale, c'est a dire l'ensemble des dépenses réalisée par l'administration publique au cours d'une année.

Ce sont les dépenses sur l'éducation, investissement, santé, les aide, remboursement des dettes publique et les autre.

1.1 TYPES ET SOURCE DE LA DÉPENSES PUBLIQUES

Les dépenses de l'état est repartir en deux types :

Dépenses actuel ou ordinaire .

Les dépenses actuel de l'état sont des dépense souvent répétitives correspondant à une consommation immédiate et sans incidence sur le patrimoine. Ce dépenses sont :

a Dépenses de fonctionnement des administration publique Les dépenses de fonctionnement sont celles qui reviennent régulièrement chaque année : rémunération du personnel, fournitures et consommation courante, petit entretien, participation aux charges d'organismes extérieurs ,paiement de pensions et des frais financiers...

b .Dépenses au service de la dette publique Les frais engagés sur les dette des emprunts à moyen et long terme (interne ou externe) par les administration publique et aux amortissement de dette publique à moyen et long terme.

c Dépenses de subventions et transferts sociaux Il s'agit des aides financière fournir par l'état au profit des entreprise publique et privés déficitaire, les aides agricultures, allocation sociaux aux chômeurs, les handicapé, aide aux victimes de crise et catastrophes naturelles, les bourse d'étude, subvention des produits de base pour maintenir le pouvoir d'achat des citoyens.

Dépenses capitale .

Les dépenses de capital sont des emplois comprenant essentiellement des opérations non répétitives qui modifient la consistance ou la valeur du patrimoine de la commune : achats de matériels durables, constructions ou aménagements de bâtiments, travaux d'infrastructure, grosses réparations de bâtiments existants. Le dépenses de capital inclus,

a. Dépenses d'investissement publique :

Les dépenses d'investissement publique représente traditionnellement les acquisitions et/ou installations des nouveau actifs fixe corporels ou incorporels, ou l'augmentation de la durée de vie de ces actifs par réparations ou changement des pièces utilise pour produit des biens et services au service civile. La dépenses d'investissement couvrent également les dépenses militaire, comme les achat des armés et munitions relative au affaires militaire

b. Règlement des dette publique :

Les règlement de dettes contracte par les pouvoir publique à moyen et long terme auprès des organisations internationales comme la banque mondiale (BM), fonds monétaire international (FMI), banque africaine de développement (BAD), ou des autre organisation nationales.

c. Dépenses de recherche et développement :

Les dépenses de recherche, charges de subvention d'investissement destinées aux comptes spéciaux du trésor, et les services de l'état gérer de manière autonome sont aussi des dépenses capital.

1.1.1 Sources de la dépenses publique

La dépenses publique est par définition droit la contre partie de la recette publique. Au sens détaille, les recettes publiques sont l'ensemble des recettes perçues par les administrations publiques. Elles se constituent essentiellement des impôts (prélevés par l'état), des taxes (reçues par les collectivités locales), et cotisations sociales (payées aux organismes de la sécurité sociale). Les recettes publiques contribuent avec les emprunts publics au financement des dépenses publiques. La recette publique est repartir en deux

- Recette fiscal.
- Recette non-fiscal

A Recette fiscal :

Les recettes fiscales désignent les recettes provenant des impôts sur le revenu et les bénéfices, des cotisations de sécurité sociale, des taxes prélevées sur les biens et les services, des prélèvements sur les salaires, des impôts sur le patrimoine et des droits de mutation, ainsi que d'autres impôts et taxes.

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'état sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du contrôle exercé par l'état sur les ressources produites par l'économie.

La pression fiscale correspond au montant total des recettes fiscales recouvrées, exprimé en pourcentage du PIB. Cet indicateur se rapporte à l'administration dans son ensemble (tous niveaux d'administration) et est mesuré en millions USD et en pourcentage du PIB.

B Recette non-fiscal :

Les recettes non fiscales sont des revenus perçus par l'état qui ne proviennent pas des impôts et des taxes. Ces recettes sont diverses et incluent notamment ; les dividendes perçus par l'état actionnaire, ainsi que les loyers recouverts par l'état propriétaire.

Les revenus générés par les biens et services publics, tels que les loyers et les produits de la vente de biens et services.

les remboursements et les intérêts sur les prêts et avances données par l'état. les amendes et les pénalités perçues pour des infractions à la loi. D'autres recettes non fiscales, telles que les dons et legs, les produits des jeux et loteries, et les rémunérations des services rendus.

Ces recettes non fiscales sont importantes pour le budget de l'état, mais leur niveau peut varier sensiblement d'une année à l'autre en fonction de facteurs tels que les évolutions de la conjoncture économique et les renégociations des prêts et des avances.

1.2 THÉORIE DE LA DÉPENSES PUBLIQUES

La dépenses publique a été un sujet de débat depuis les années, commencent par les pré-classique (Mercantilistes et physiocrates), école classique, et le keynésien.

Selon chaque école, l'intervention de l'état dans le secteur économique est une idée unique par-rapport a la compréhension d'une a l'autre.

Les pré-classique :

Les Mercantilistes et les physiocrates ne pose par un question par-rapport aux intervention de l'état dans le secteur économique, car l'état est subis sur l'administration traditionnel des années *xvie* et *xviii*.

les Mercantilistes :

Le mercantilisme ou ce que A. Smith appelait le « système mercantile » est un courant de pensée qui cherche essentiellement les moyens pratiques pour enrichir la nation.

Antoine de Montchrestien, l'un de plus célèbre mercantiliste Française cite l'importance de l'état dans la développement de l'état ,en utilisant la dépense publique comme aide économique.

Selon A. Montechrestien, "L'état doit aider les manufactures en intervenant directement dans l'industrie en protégeant les inventions, en accordant des subventions et des protections douanières et en créant des monopoles par l'octroi des privilèges".

École classique :

L'école classique regroupe des économistes du *xviii*e siècle et du *xix*e siècle qui s'interrogeaient sur la croissance économique, la rente et le salaire de subsistance,notamment ,Adam Smith, David Ricardo, Thomas Malthus, John Stuart Mill, Anne Robert, Jacques Turgot, Jean-Baptiste Say, et Karl Marx.

Selon cette école, l'intervention de l'état est limite.Les économistes classiques, principalement libéraux, sont en faveur d'un retrait de la puissance publique de la sphère économique.

D'après eux, les actions et interactions économiques aboutissent à la formation d'un ordre spontané, que Smith illustre par la métaphore de la « main invisible », et l'intervention de l'état dans le fonctionnement de l'économie ne vient que modifier cet ordre spontané.

Il est considéré que l'État doit assurer les fonctions régaliennes (armée, justice, diplomatie) et prendre en charge la production des services indispensables à la collectivité, et qui ne serait pas rentable pour la sphère privée. Cet ordre spontané se caractérise par la division du travail, ou spécialisation.

Chaque individu, au lieu de fabriquer un objet entièrement, se spécialise dans une tâche particulière de sa fabrication, ce qui permet une augmentation de la production.

École keynésienne :

L'école keynésienne nomme après John Maynard Keynes est une école connu par leur fort critique contre l'école classique particulièrement dans le rôle de l'état au secteur économique.

Selon J.M.Keynes (The general theory of employment, interest and money), l'intervention de l'état est nécessaire pour relancer l'économie, soutenir la demande et surtout pour stimuler l'investissement.

Selon Richard et Peggy Musgrave (public finance in theory and practice 1989), l'état doit intervenir pour la distribution des revenue nationale en tant que subventions et le provision des services publics.

Facteurs influençant les dépenses publiques

Plusieurs facteurs sont susceptible d'influencer le montant et manière de dépenses publiques,ce facteurs peut-être direct ou indirect, les facteurs inclus :

— Population

La population est l'un des principaux déterminants de la dépenses publique,La dépense publique et la population sont étroitement liées,lorsqu'une population varie, les dépenses publiques varient également. Certaines dépenses restent fixes, tandis que d'autres varient proportionnellement au nombre d'habitants.

— Inflation

L'inflation et les dépenses publiques sont liées de plusieurs manières,Les dépenses publiques sont souvent indexées sur l'inflation, ce qui signifie que les prestations sociales et les subventions sont revalorisées en conséquence de l'inflation.

Cela peut augmenter les dépenses publiques, notamment celles liées aux prestations sociales et aux subventions.

Cependant, si l'inflation est trop élevée, elle peut réduire le pouvoir d'achat des ménages, ce qui peut entraîner une réduction des dépenses publiques, notamment celles liées aux prestations sociales et aux subventions.l'effet de l'inflation sur les dépenses publiques est complexe et dépend de plusieurs facteurs, notamment l'origine de l'inflation, la nature des dépenses et des recettes, et la façon dont les dépenses publiques sont indexées sur l'inflation.

— Chômage

Plus les chômeurs, plus la dépenses publiques,les prestations en espèces versées aux personnes en chômage, telles que les indemnités de licenciement et les pensions avant l'âge normal de la retraite influence les dépenses publique en sens d'augmentation.

— Guerre, Crise, et Catastrophe naturels

La guerre, crise et catastrophe naturels ont une grand effet sur les dépenses publique, au moment de guerre, l'état dépense plus que normal sur l'achat des armes de combat et l'importation augment aussi, et cela nécessite l'augmentation de la dépenses publique.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'intervention de l'État dans l'économie augmente sensiblement, notamment pour son financement (nationalisations, grands projets industriels). L'État s'attache à reconstruire le pays, puis à contrôler le rythme de la croissance économique. C'était le cas de la France, Grande-Bretagne et Allemagne Pendant et après le *premiere* guerre mondiale.

Laure Quennouëlle-Corre (Finances publiques en temps de guerre)

les crise sont partie des facteurs contribuable aux dépenses publiques, la crise mondiale de 1973 (crise de pétrole), la crise monétaire de 2008 et le plus récent crise mondiale de covid-19 sont notamment les crise qui avait une grand influence sur les dépenses publiques des pays.

Les facteurs affectant ou influençant les dépenses publique varie d'une pays a l'autre.

1.3 OBJECTIFS DE LA DÉPENSES PUBLIQUES

Selon Musgrave R.A. dans son ouvrage « The theory of public finance », toute dépense publique concourt à la réalisation d'un ou plusieurs des objectifs suivants, repérés par l'activité chargée d'en assumer la réalisation :

- L'activité de régulation de l'activité économique dont l'objectif est d'en assurer un taux de croissance de l'économie compatible avec le respect des équilibres fondamentaux, tant externes qu'internes.
- L'activité de redistribution des revenus, voire même des richesses dont l'objectif est de corriger les injustices distributives résultant du libre fonctionnement de tout secteur de l'activité économique régie par les principes de l'économie de marché concurrentiel.
- L'activité d'affectation des ressources dont l'objectif est d'assurer la production optimale de certains biens et services.

Défi de la dépenses publiques :

Les défis de la dépenses publique inclus les fonds insuffisant, les chocs, la corruption, le régime de gouvernance, manque de transparence, et les dettes sont au moins les défis de la dépenses publiques.

1.3.1 La diversité des causes d'accroissement des dépenses publiques

L'accroissement de la dépenses publique est une sujet tres pertinent parmi les economists et un concern aux pouvoirs publique.

les dépenses publiques tendent à augmenter, et je verra dans ce qui suit les raisons profondes de cet accroissement suivi par leurs conséquences sur les principales variables macroéconomiques.

Les causes politiques :

L'accroissement des dépenses publiques est le prolongement logique de l'interventionnisme. Les nouvelles taches remplies par les collectivités publiques trouvèrent leur traduction budgétaire (dépenses du titre interventions publiques).

Les causes sociologiques :

C'est un principe général que tout être vivant tend à se développer, sans quoi il s'achemine vers la mort. Ce principe est si général que les astronomes, eux-mêmes, ont cru pouvoir formuler une loi de l'expansion de

l'univers. Toute société et notamment l'Etat et les collectivités publiques ont tendance à accroître leurs activités et par là leurs dépenses, d'autant plus que ces dépenses sont une sorte de preuve de leurs activités. Aussi bien lors de la constitution des régions, la reconnaissance d'un pouvoir fiscal régional, support d'une autonomie des dépenses régionales est apparue comme la garantie de la personnalité des régions.

Les causes socio-économiques :

C'est le progrès technique tout d'abord qui apparaît comme un grand responsable de l'accroissement des dépenses publiques. Les appareils scientifiques et de recherche sont aujourd'hui de plus en plus coûteux.

De même les dépenses militaires sont considérablement accrues en raison de progrès technique : il est plus coûteux de construire des atomiques qu'il ne l'était de fabriquer des arbalètes.

Il faut signaler aussi que la politique de redistribution du revenu national par le canal du budget conduit à augmenter le montant des dépenses publiques.

Lorsqu'on laissait aux lois économiques naturelles le soin de répartir le revenu national sans se soucier de l'équité de cette répartition, le budget n'avait pas à intervenir.

Aujourd'hui, une fraction croissante du revenu national transite par le budget qui joue son rôle de filtre, et on assure la redistribution suivant des principes juges plus équitables.

Ces dépenses de transfert des revenus, inconnues jadis, accroissent d'autant la masse des dépenses publiques, représentent aujourd'hui le tiers des charges de la loi de finance.

Selon Gaudemet and Molinier (1997) la volonté de l'Etat et des collectivités publiques de financer une part croissante des investissements ajoute aux dépenses ordinaires le poids des dépenses en capital toujours plus lourd

1.3.2 Les effets de l'accroissement des dépenses publiques

L'augmentation des dépenses publiques implique, l'augmentation de l'accumulation du capital, donc une augmentation du taux de croissance et d'investissement. Les dépenses publiques peuvent affecter le taux de croissance économique au moins par deux canaux :

- Directement, en augmentant le stock du capital de l'économie à travers, par exemple, l'investissement public en infrastructure (peut être complémentaire de l'investissement privé) ou l'investissement des entreprises publiques ;
- Indirectement, en augmentant la productivité marginale des facteurs de production offerts par le secteur privé, à travers les dépenses d'éducation, de santé et d'autres services qui contribuent à l'accumulation du capital humain.

Barro, en 1990, a développé un modèle qui illustre bien les effets duals de l'imposition. L'idée centrale du modèle de Barro est que les activités publiques, telles que la fourniture de l'infrastructure publique et la protection des droits de propriété, complètent le capital privé de façon spécifique.

Cet effet s'appelle « la productivité des dépenses budgétaires », le degré de son impact dépend de l'efficacité de son utilisation.

L'effet direct sur le revenu national. Les effets sur le revenu nationale sont :

- L'augmentation de la productivité sous forme des dépenses d'investissement ce qui implique une influence positive sur la production nationale.
- Les dépenses courantes pourraient augmenter la productivité des facteurs de production par l'éducation, la santé, la culture, l'entraînement, etc... ce qui augmente la production nationale.
- Elles contribuent à l'augmentation de la demande effective. Cela dépend de la flexibilité du secteur productif.

L'effet direct sur la consommation nationale .

Quand l'Etat et ses démembrements achètent des biens et des services consommatrices (éducation, sécurité, défense...), cela implique l'augmentation de la consommation nationale.

Quand l'Etat distribue des revenus sous forme de salaires et aides, donc il augmente la consommation nationale.

L'effet indirect de dépenses publiques sur la consommation nationale : les dépenses publiques influent sur la consommation nationale et le revenu national indirectement.

Ce qu'on appelle l'effet multiplicateur (une augmentation primaire de dépenses implique des augmentations successives de consommation dans un cercle du revenu) ainsi par l'effet accélérateur (une augmentation primaire de dépenses implique des augmentations successives de l'investissement), ce qui implique indirectement sur la production.

L'effet des dépenses publiques sur l'épargne nationale .

L'effet des dépenses publiques dépend du niveau du revenu national. Quand il y a une stabilité du revenu national et une augmentation de la consommation globale, donc une baisse de l'épargne nationale et d'investissement, ce qui implique une influence négative sur le revenu.

Pour conclure nous pouvons dire que certains théoriciens considèrent les dépenses publiques comme variable endogène, cela veut dire que l'augmentation ou la diminution de la croissance économique qui explique la variation des dépenses publiques et pas l'inverse, cette idéologie est développée dans un premier temps par l'économiste " Wagner " qui insiste sur l'idée que la croissance des dépenses publiques est supérieure à celle du PIB ce qui implique que la part des dépenses publiques dans le PIB augmente.

Après la crise de 1929, Keynes a chamboulé le déroulement de l'économie, puisqu'il considère que les dépenses

publiques constituent une variable exogène de la politique économique, ce qui explique que la dépense publique est une cause plutôt qu'une conséquence du revenu nationale.

Par la suite ce débat théorique de la croissance endogène a été renouvelé par d'autres théories, parmi les plus célèbres nous avons cité dans cette section l'analyse de " Barro " et " Rajhi ", qui considèrent que la croissance économique est influencée à la fois par la taille et l'élasticité des dépenses publiques.

En plus j'ai constaté qu'il existe souvent trois causes d'accroissement des dépenses publiques (socio-économique, politiques et sociologiques), et à travers cet accroissement, on peut avoir, des effets positifs ou négatifs sur la croissance économique.

CONCLUSION .

L'importance de la politique budgétaire au sein d'une économie est incontestablement pertinent pour atteindre les objectifs des pouvoir public et satisfaire les besoins des individus.

La stabilisation économique, investissement et croissance a long terme, développent et réduction des inégalités sont les bénéfice de la dépenses publique.

Sa gestion efficace et transparente est cruciale pour la bonne gouvernance.

Après avoir vu la causes de l'augmentation des dépenses publique on peut voir que la taille occupe par les pouvoir publiques sur l'économie détermine la somme a dépense, l'accroissement démographique et la causes socio-économique qui contribue a l'accroissement de la dépenses publique.

Les effets de ce accroissement, dans plupart est un avantage en terme de croissance économique mais parfois il y'a des effet négative.

finalement, la dépense publique est un outil majeur de la politique économique et sociale, avec des impacts importants sur la stabilité macro-économique, la réduction des inégalités et la croissance à long terme.

Chapitre 2

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance économique est généralement considérée comme l'augmentation des "output", c'est simplement l'augmentation de productivité par rapport aux facteurs de travail.

De manière générale, la croissance est la variation positive et durable de la production de biens et services sur une période donnée. Pour François Perroux (L'économie du XX^e siècle, 1966), la croissance économique correspond à l'« augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimension ; pour une nation :

le produit global brut ou net en termes réels ».

Selon Jacques Muller « la croissance économique est une notion purement quantitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesurer ».

Alors, il est important de distinguer la croissance du développement qui désigne l'ensemble des transformations techniques, sociales, démographiques et culturelles, accompagnant la croissance de la production.

Le développement est qualitatif, quand la croissance est quantitative. On retient aussi que la croissance est différente de l'expansion, ou l'expansion est l'augmentation de productivité à court terme.

Avant d'entrer dans ce chapitre, on distingue les formes de la croissance économiques :

— Croissance extensive-

croissance reposant sur l'augmentation de la quantité des facteurs de production et stimuler l'emploi.

— Croissance intensive-

Croissance reposant sur une meilleure utilisation des facteurs de production.

De plus, on appelle **croissance potentielle** l'écart entre la croissance mesurée et celle qui serait obtenue avec une pleine utilisation de tous les facteurs de production.

Dans les faits, la croissance économique d'une nation s'explique à la fois par l'augmentation des facteurs de production et de la productivité.

2.1 FACTEURS DE CROISSANCE

Pour créer des richesses, les agents économiques vont mobiliser des facteurs de production.

En effet, afin de produire des biens ou des services, ils vont devoir mobiliser du capital, qui correspond aux moyens de production durables qui vont être utilisés, et du travail, qui représente l'ensemble de la main d'œuvre disponible.

La combinaison productive résulte de l'utilisation conjointe de ces facteurs de production.

Ainsi, plus une économie accumule de facteurs de production, plus elle va être en mesure de produire des richesses.

On parle de **croissance extensive** pour qualifier ce type de croissance économique résultant d'une accumulation des facteurs de production, c'est-à-dire de l'augmentation de la quantité de facteurs de production disponibles dans une économie.

Si la croissance économique peut résulter d'une accumulation des facteurs de production, elle peut aussi être la conséquence d'une augmentation de la productivité globale des facteurs.

La productivité représente le rapport entre une production et les ressources mobilisées pour la produire.

Ainsi, produire la même quantité de biens ou de services en mobilisant moins de facteurs de production témoigne d'une hausse de la productivité.

Des économistes ont observé que la croissance économique ne pouvait être expliquée en totalité par l'accumulation des facteurs de production :

il existe un «résidu» qui ne peut être expliqué par une mobilisation plus importante des facteurs de production.

Cette partie non expliquée est le résultat d'une amélioration de la productivité globale des facteurs de production, ce qui signifie que les combinaisons productives utilisées au cours du temps sont de plus en plus efficaces.

On utilise la notion de **croissance intensive** pour qualifier ce type de croissance, caractérisé par l'augmentation de la production qui ne s'explique pas par une augmentation de la quantité de facteurs de production mobilisés, mais par leur productivité plus élevée.

La croissance économique peut donc résulter d'une accumulation des facteurs de production, mais aussi d'un accroissement de la productivité globale des facteurs.

Donc, les facteurs de croissance économique sont :

— Facteur de capital

Ce facteur est défini comme l'ensemble des biens qui existent à un moment donné dans une économie donnée.

Le capital inclut la totalité des biens reproductives et non reproductives.

Ces derniers recouvrent un ensemble hétérogène dont les principales composantes sont des actifs financiers et non financiers.

Nous pouvons le définir ainsi comme un ensemble qui regroupe les actifs financiers et non financiers détenus par les agents économiques à un moment donné.

— Facteur de travail

Le niveau de production réalisée dans une économie donnée est lié à la quantité du travail disponible et à la qualité de la main d'œuvres.

Quantité de travail = nombre de travailleurs \times la durée de travail

En effet le travail n'est pas un facteur de production uniforme ; il y a deux mesures différentes possibles : la force de travail et le nombre d'heures de travail ouvré.

La force de travail :

est le stock de travail disponible pour la production dans une économie déterminée au cours d'une période donnée.

Le nombre d'heures de travail ouvrées :

constitue une mesure de flux de travail ; cette mesure tient compte à la fois du stock de travail engagé dans la production et de la moyenne des heures de travail par personne et par an.

— Facteur productivité

la productivité peut être considéré comme étant le rapport entre la production et les quantités de facteurs (capital/travail) utilisées, et indique la contribution d'un facteur à la croissance de la production.

La productivité de travail peut être mesurée par (la productivité moyenne de travail et la productivité marginale de travail).

— Progrès technique

le progrès technique est l'ensemble des éléments entraînant une amélioration dans le processus de production et permettent d'augmenter la productivité.

la progrès technique peut consister des facteurs de production ou des méthodes de production et d'organisation de travail.

— La technologie (Innovation)

Technologie est considérée comme l'un des facteurs essentiels des nouvelles théories de la croissance et aux développements économiques.

La technologie et l'accumulation de connaissances technologiques sont représentées comme une démarche volontaire qui résulte d'une activité spécifique :

la recherche-développement (R&D) ; tel que les dépenses en (R&D) permettant d'inventer de nouveaux biens d'équipement, de nouveaux facteurs de production, plus productifs que les anciens.

— Capital humain

le capital humain représente l'ensemble des connaissances valorisables par un individu et mobilisables pour la production.

Une population formée et en bonne santé est donc plus capable d'innover et de favoriser l'apparition du progrès technique.

2.1.1 Mesuré de la croissance

Vue que la croissance est quantitative, donc, on peut la mesurer à travers des trois instruments suivants :

— PIB

— PNB

— Taux de croissance.

PIB

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est un indicateur économique utilisé dans quasiment tous les pays du monde pour mesurer la somme des richesses créées pendant une période, en général une année, dans un pays.

Il est défini comme étant « la somme des valeurs ajoutées réalisées à l'intérieur d'un pays par l'ensemble des branches d'activité pour une période donnée, indépendamment de la nationalité des entreprises qui s'y trouvent ».

Cette création de richesse peut être considérée selon trois points de vue différents, appelés les trois approches du produit intérieur brut :

- L'approche production
- L'approche revenu
- L'approche demande(ou approche dépense)

L'approche production :

L'approche par la production permet de mieux saisir la provenance de la richesse créée en particulier les contributions par secteur d'activité (construction, industrie) ou par type d'acteurs économiques (privés, publics, associatifs).

Selon cette méthode, le PIB se calcule en additionnant les valeurs ajoutées des agents économiques publics et privés.

C'est-à-dire de la différence entre la production et la consommation intermédiaire.

En effet, la production mesure la création de richesse et la consommation intermédiaire sa destruction au cours du processus de production.

La valeur ajoutée mesure donc la richesse effectivement mise à la disposition de l'économie par le système productif.

Ainsi, le produit intérieur brut selon l'approche production est calculé de la manière suivante ;

PIB = somme des valeurs ajoutées + les taxes sur les valeurs ajoutées + les droits de douanes subventions à l'importation

L'approche revenu :

L'approche fondée sur les revenus consiste à faire la somme de tous les revenus des facteurs, ou revenus primaires, générés dans le processus de production, plus les impôts, moins les subventions sur les produits et la production pour une province ou un territoire donnés.

De façon plus générale, cela correspond aux revenus tirés de l'utilisation du travail et du capital pour produire des biens et des services au cours d'une période comptable.

Ainsi, le produit intérieur brut selon l'approche demande est calculé de la manière suivante :

$$\text{PIB} = W + T - SB + EBE + RMB$$

W = remuneration
 SB = Les subventions
 SB = Le revenue mixte brut
 EBE = Représente le profit brut des entreprises
 T = L'impôt sur la production et les importations
 CF = La consommation finale
 DSKD = La variation de stock
 FBCF = La formation brute de capital fixe
 X = Les exportations des B/S
 M = Les importations des B/S

TABLE 2.1 – Variables utilise

L'approche demande L'approche demande, encore appelée approche dépenses, montre comment la richesse créée a été utilisée.

Le calcul du produit intérieur brut qui lui correspond peut se déduire du compte de biens et services.

Ainsi, le produit intérieur brut selon l'approche demande est calculé de la manière suivante :

$$\text{PIB} = \text{CF} + \text{DSKD} + \text{FBCF} + \text{X} - \text{M}$$

LE PRODUIT NATIONAL BRUT (PNB)

Le Produit National Brut (PNB) est un agrégat employé par certaines organisations International est à des fins de comparaison entre les pays.

Il diffère du PIB par la prise en compte des revenus reçus ; ou versés, du reste du monde.

Donc le PNB est une valeur marchande des biens et services finals nouvellement produits pendant un an par l'ensemble des agents économiques opérant dans le cadre national et à l'étranger.

Le PNB se calcule de la manière suivante :

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \text{REVENUE DES FACTEURS VERSÉS PAR RDM} - \text{REVENUE DE FACTEUR VERSÉ A L'ÉTRANGER}$$

TAUX DE CROISSANCE

Le taux de croissance est un indicateur économique utilisé pour mesurer la croissance de l'économie d'un pays d'une année sur l'autre.

Autrement, le taux de croissance est le pourcentage de variation de la production de biens et services d'une année à l'autre.

Ce taux de croissance économique permet de faire la comparaison entre le bien-être économique national et international ainsi que de faire des prévisions sur l'évolution du cycle économique.

Il se calcule comme suit :

TAUX DE CROISSANCE =

$$\frac{PIB(n) - PIB(n-1)}{PIB(n-1)}$$

2.2 LES PHASES CYCLES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Selon les économiste célèbre, La croissance économique n'est pas un niveau atteint automatiquement, comme déjà définir par F.Perroux, Jacques muller, Simon Kuznet parmi les autre, donc, la croissance économique aura des phases et cycle a suivre avant être définie comme une croissance.
la question sera quelle sont cycles économique ?

Qu'est ce que une cycle économique ?

Un cycle économique correspond à une phase plus ou moins longue de croissance (expansion) qui est suivie par une phase de baisse d'activité (récession), de longueur relativement équivalente.
Celle-ci s'ouvre à son tour sur une nouvelle phase de dynamique économique .
Un cycle est donc représenté par quatre phases :

2.2.1 L'expansion

Le cycle de l'expansion est connu comme étant la phase de prospérité.
Elle se caractérise par l'augmentation de la production et de la demande sur une courte ou moyenne période, suivie d'un cadre économique solide, puis d'un taux de chômage relativement faible et en fin de l'augmentation du taux de croissance du PIB.
Le PIB (produit intérieur brut) est la valeur totale des biens et services produits dans un pays.
C'est un indicateur de la situation économique d'un pays.

2.2.2 La crise

Le terme de crise désigne le moment bref de retournement de la conjoncture.
Elle est représentée par le point de retournement qui marque le début de la phase de ralentissement de l'activité économique.

2.2.3 La récession

Cette phase est le début du ralentissement de la production.
Après avoir été au summum de son potentiel, l'économie commence à se contracter.
Elle continue à croître, mais en faibles proportions. C'est le revirement de l'économie suite un essor considérable.
Après quelques mois de PIB négatif, survient la crise économique, C'est la phase négative du cycle économique.
Elle se manifeste par une stagnation de ses activités économiques et une diminution des niveaux et des possibilités d'emploi ainsi que d'une baisse du volume de demande de biens et des services.

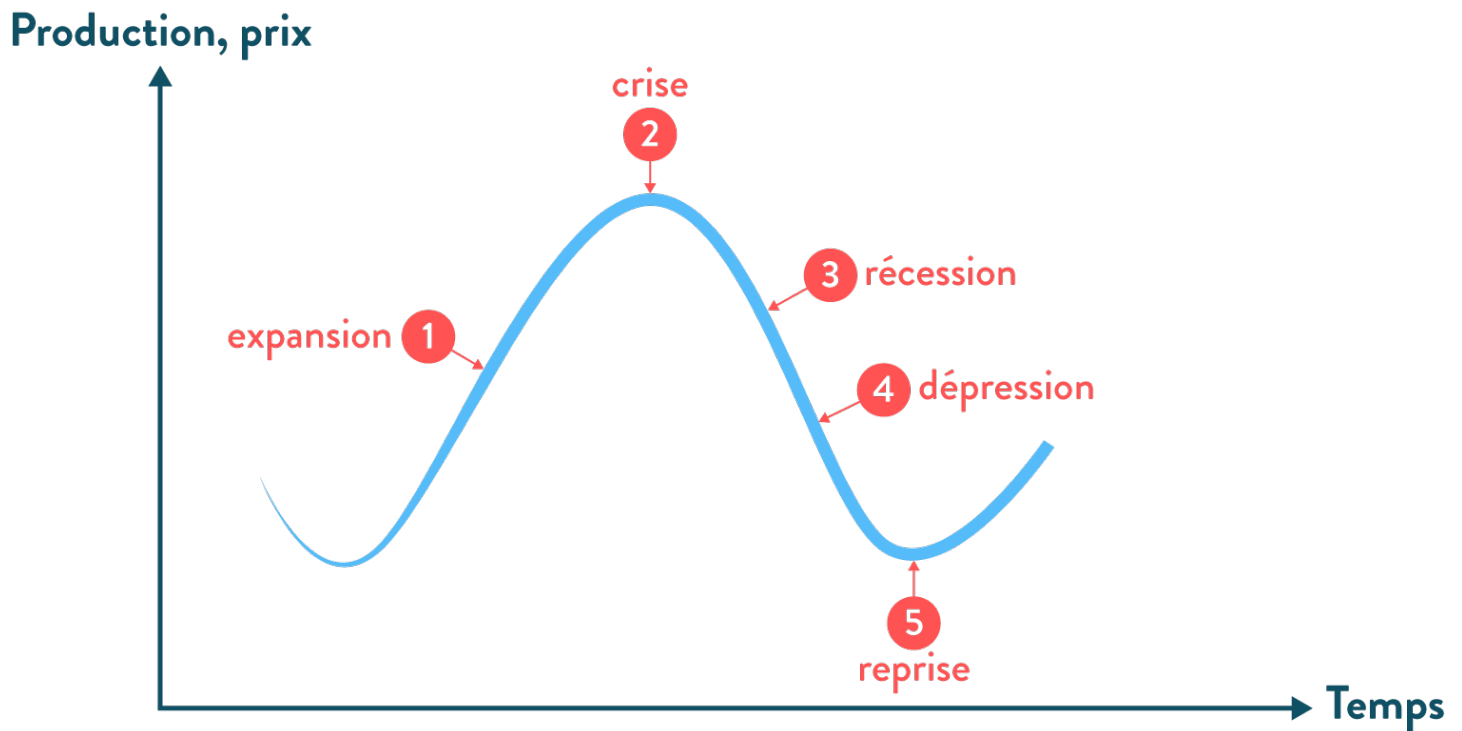


FIGURE 2.1 – Phase économique

2.2.4 La reprise

La reprise désigne la phase du cycle économique qui se caractérise par un retour de l'économie à une phase d'expansion après une phase de récession. La reprise représente donc le point d'inflexion qui marque le retour d'une phase de croissance de l'activité économique ou tenue.

Le figure au dessous montre les phases et les étapes de croissance économique.

2.2.5 CYCLES ÉCONOMIQUE

Chaque cycle économique ont une durée unique qui permet d'identifier le cycle,et une cycle suite l'autre après la durée de chacun.

Les cycle est donc déterminée par la durée de période.

— CYCLE COURT

Les cycles courts comprennent les cycles mineur sou cycle de kitchin, les cycles majeurs ou cycle d'affaire s'appelés aussi cycles de Juglar et les cycles peu connu appelés cycles de La brousse.

Ainsi, les cycles mineurs sont des périodes courtes d'une durée de trois à quatre années en moyenne.

Ils traduisent essentiellement des phénomènes de stockage et de dé-stockage de la part des entreprises.

Ces crises sont souvent dues aux erreurs d'anticipation trop optimistes des sociétés qui les conduisent à investir et produire plus que les besoins nécessaires.

Appelés encore cycle de Juglar, les cycles majeurs ou cycles des affaires ont une durée moyenne d'environ huit années.

Son inventeur estime que ce sont des cycles caractéristiques d'une économie réglée par le marché.

En effet, ce sont les excès du développement industriel et commercial qui les provoquent (situation de sur-production due ou sur investissement).

— CYCLE INTERMÉDIAIRE

Ce sont les cycles dont la durée est de vingt ans en moyenne.

Ces crises correspondent aux investissements lourds mobilisant une de grandes sommes en capital.

C'est le cas par exemple des crises connus par les sociétés de transport ou de construction des bâtiments.

— CYCLE LONG

Le cycle de Kondratieff, nommé d'après cet économiste russe, est un cycle dont la durée varie entre trente et cinquante ans.

Les principales origines de ces cycles sont l'irrégularité du progrès technique et les variations de la quantité de monnaie.

Un ensemble d'innovations ou « grappe d'innovations » initie la croissance pour une période de vingt-cinq ans (chemin de fer, automobile, informatiques. . .) puis en l'absence de nouvelles inventions d'importance, le cycle se retourne pour une durée équivalente.

Une grappe d'innovations est un nombre conséquent d'innovations qui apparaissent durant une même période mais dépendantes les unes des autres.

On passe ainsi par des phases de croissance et de hausse des prix lors que les innovations arrivent à maturité, puis par des baisses de prix et des récessions.

2.3 SOURCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La source de la croissance économique été une question depuis le *xvi^e* siècle avec les pré-classiques (Mercantilistes et Physiocrates).

L'accumulation d'or et métaux précieux été la source de richesse pour les mercantilistes, ou les physiocrates

indique que la richesse est croissance viennent de l'agriculture.

2.3.1 Concept des classiques

La croissance économique est perçue généralement d'être apparue après les révolutions industrielle, ces périodes sont marquées par de fortes phases de croissance (première et deuxième révolutions industrielles, les « années folles » et bien évidemment les fameuses Trente Glorieuses).

La révolution industrielle correspond à la première réelle phase de croissance dans l'histoire du capitalisme.

Se développent à cette période le salariat, les manufactures, le commerce international... Mais la croissance du XIXe siècle est jalonnée de crises, et en cela, est extrêmement cyclique.

Les Trente Glorieuses succèdent à la crise majeure du capitalisme, celle de 1929.

pour plus des économistes classique, l'état stationnait est nécessaire pour la croissance économique «laisser faire,laisser passer» particulièrement les Capitalistes.

— Adam Smith

La richesse des nations selon Adam Smith (Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776) viens du la division de travail,la spécialisation de chacun a un forme de travail spécifique augment la productivité et donc nécessite l'accroissement de la richesse.

Adam Smith souligne que « la division du travail, en réduisant l'activité de chaque homme à une seule opération simple, et en faisant de cette opération le seul emploi de sa vie, augmente nécessairement beaucoup l'habilité de l'ouvrier »,Le gain de temps qui est perdu lors du passage d'une espèce d'ouvrage à une autre et L'invention des machines et des outils qui facilitent les tâches.

Après son concept de création de de richesse, A. Smith recommande la pratique du commerce extérieur et en particuliers l'exportation.

— Jean Baptiste Say

La loi des débouchés selon Jean-Baptiste Say (Traité d'économie politique, 1803) :

toute offre crée sa propre demande et donc les crises durables ne peuvent pas exister.

Une crise ne peut-être qu'éphémère et s'explique alors par un simple engorgement sectoriel.

Il est donc très optimiste vis-à-vis de la capacité du capitalisme à s'inscrire dans une croissance durable et prospère.

Pour J.B Say, si l'offre est consistant, la demande ne peut pas cesse,et donc la richesse accroît en tout temps.

— David Ricardo

Pour David, la création des richesses est partagée entre trois classes sociales :

les propriétaires qui fournissent la terre (rente foncière), les capitalistes qui fournissent du capital (profit), les travailleurs (salariés) qui offrent leur force de travail (salaire de subsistance).

Sachant que le profit des capitalistes est résiduel, D. Ricardo a aussi cité que le commerce extérieur est une forme d'enrichir la nation par son théorie d'avantage comparatif ayant les hypothèses suivantes :

La valeur du travail est égale au prix multiplié par la quantité de travail.

La concurrence doit être parfaite

Il doit y avoir immobilité des facteurs de production au niveau international (seules les marchandises circulent).

La productivité doit être constante.

— John Maynard Keynes

Le rôle de l'action conjoncturelle selon Keynes (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1936) :

selon lui, il est du ressort de l'État de chercher à « maintenir l'économie dans une situation de boom permanent ».

Le facteur principal à l'origine de la croissance est « la demande », et plus précisément la demande effective.

De fait, Keynes dégage trois nouveaux facteurs de croissance :

la redistribution (qui permet d'augmenter le pouvoir d'achat d'un certain nombre de ménages), l'action publique et l'investissement.

Dans la perspective keynésienne, il faut que la répartition primaire se fasse en faveur des salaires et que les revenus de transfert complètent les salaires eux-mêmes pour renforcer le pouvoir d'achat et le niveau de consommation des ménages.

Donc pour cet auteur, la redistribution est à l'origine de la croissance, tandis que des inégalités trop importantes nuisent à la croissance, car elles impliquent un excès d'épargne.

— Robert Solow

Le modèle de Solow met en évidence l'importance du progrès technique pour la croissance à long terme, mais il ne parvient pas à expliquer celui-ci.

Le progrès technique est exogène dans son modèle, c'est-à-dire indépendant du comportement des agents.

Paradoxalement, selon Solow, la croissance dépend de quelque chose dont il ne connaît pas l'origine.

Le progrès technique apparaît comme une manne dans son modèle.

Dans notre jour, on peut dire que la progrès technique de Solow est une résultat des recherche et développement effectue pas des individuelles et les organisation qui cherche a résolue des problèmes rencontre et mettre en place les solutions finit.

2.3.2 Théorie nouvelle de la croissance économique

Le nouvelle theory de la croissance est focalise sur la progrès technique.

— Capital humaine

l'accumulation du capital humain, c'est à-dire les compétences possédées par la main-d'œuvre et dont dépend sa productivité.

En effet, plus la croissance est forte, plus il est possible d'accroître le niveau d'instruction de la main-d'œuvre, en investissant notamment dans le système éducatif. D'une manière générale, la hausse du niveau d'éducation de la population par des moyens publics ou privés est bénéfique.

— Apprentissage.

le learning by doing : plus on produit, plus on apprend à produire de manière efficace. En produisant, on acquiert en particulier de l'expérience, qui accroît la productivité.

— Financement

la croissance permet de financer des infrastructures (Privée ou publique)

Robert E.lucas

Il a été mis en évidence par deux économistes de l'Ecole de Chicago, Theodor Schultz et GaryBecker, et est au centre des études menées par R.E Lucas²⁰ (Prix Nobel en 1995).

Le capital humain désigne l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive.

Chaque individu est en effet, propriétaire d'un certain nombre de compétences, qu'il valorise en les vendant sur le marché du travail.

Cette vision n'épuise pas l'analyse des processus de détermination du salaire individuel sur le marché du travail, mais elle est très puissante lorsqu'il s'agit d'analyser des processus plus globaux et de long terme. Dans ce schéma, l'éducation, est un investissement dont l'individu attend un certain retour.

Il est alors naturel de souligner que la tendance plus que séculaire dans les pays occidentaux à un allongement de la durée moyenne de la scolarité est une cause non négligeable de la croissance.

Paul Romer (1986)

Romer (1986) reprend l'idée néo-classique que l'investissement privé en capital physique constitue une source de croissance, mais il le traite différemment.

Pour qu'il y ait croissance auto-entretenu, il faut que le rendement marginal du capital physique soit au moins constant ou croissant.

Dans ce but, les rendements d'échelle sont rendus croissants à l'aide des phénomènes d'«externalité» sur le stock privé de connaissances.

Les «externalités» issues du capital physique proviennent alors de deux mécanismes. Le premier se fonde sur les éléments suivants :

La diffusion de connaissances entre les firmes et l'accumulation du capital physique, l'entreprise accumule par là-même des connaissances dont peuvent bénéficier théoriquement les autres établissements.

L'investissement en capital physique représente une source d'apprentissage par la pratique et ce savoir ne peut être approprié parfaitement par la firme qui le produit.

Un investissement productif privé a non seulement pour conséquence d'accroître la productivité de la firme qui l'a réalisé, mais aussi d'augmenter, dans les mêmes proportions (compte tenu de l'hypothèse d'«agent représentatif»), celle des autres établissements.

Barro (1990)

La financement ou investissement sur l'infrastructure par l'état engendre une mesure pertinente sur la croissance économique nationale.

Barro met en œuvre l'impact de la dépenses publique sur la croissance soit directement ou indirect.

Directement, en augmentant le stock du capital de l'économie à travers, par exemple, l'investissement public en infrastructure ou l'investissement des entreprises publiques.

Indirectement, en augmentant la productivité marginale des facteurs de production offerts par le secteur privé à travers les dépenses d'éducation, de santé et d'autres services qui contribuent à l'accumulation du capital humain.

2.3.3 Des inconvénients de croissance

Au cours des années 1960, productivisme et société de consommation donnent naissance à certaines critiques, notamment sur leurs conséquences dramatiques sur l'environnement (pollution de l'air et des eaux par rejets industriels et utilisation massive de produits chimiques, problème de la gestion des déchets...).

Une véritable prise de conscience se développe dans l'opinion, alimentée notamment par les premiers mouvements écologistes.

À l'échelle mondiale, des sociologues, des économistes et des industriels réunis au sein du Club de Rome demandent au Massachusetts Institute of Technology (MIT) un rapport sur les limites de la stratégie de la croissance. Ce rapport, publié en 1972, connu sous le nom de rapport Meadows, s'intitule Les limites à la croissance (dans un monde fini) et annonce que le monde court à la catastrophe si la croissance se poursuit.

Il plaide pour un ralentissement, voire pour l'arrêt de la croissance (croissance zéro).

Jusqu'à notre jour, l'industrialisation pose beaucoup de menace sur notre environnement si la gestion continue mal. La pollution atmosphérique constitue un enjeu de santé publique mondial. Selon l'OMS, chaque année environ 7 millions de décès prématurés sont dus aux effets de la pollution de l'air, dont plus de 4 millions en lien avec l'air ambiant.

2.3.4 Critiques de croissance économique

La croissance économique apporte aussi désavantages sur l'environnement comme il apporte les avantages économiques et développement, selon Kestemont et al. (2011) les effets négatifs de la croissance sur l'environnement sont au nombre de six :

- (1) l'utilisation de terres par l'homme.
- (2) la modification de la composition de l'atmosphère.
- (3) la diminution des ressources en eau.
- (4) la perturbation du cycle de l'azote.
- (5) la perte de biodiversité.
- (6) l'épuisement de pêcheries.

Richard Layard (Le prix du bonheur, 2007) estime qu'au cours des deux derniers siècles, l'augmentation de la croissance et des revenus n'a pas entraîné une hausse du bonheur.

Pour lui, si l'augmentation des revenus peut entraîner une augmentation du bonheur, cette relation est limitée.

Dès lors, faut-il encore chercher la croissance à tout prix ? C'est en tout cas la question qui se pose à partir des années 1970, et surtout avec le Rapport Meadows de 1972 intitulé « Halte à la croissance », qui met en évidence que la terre a des limites physiques qui freineront inéluctablement la croissance :

dans un monde fini, la croissance infinie est impossible.

Les auteurs de ce rapport appellent donc à rechercher une croissance zéro.

Nicholas Georgescu-Roegen (La loi de l'entropie et le processus économique, 1983) va encore plus loin puisqu'il théorise la décroissance en expliquant qu'il faut chercher le bonheur et non pas l'accumulation de richesses.

2.3.5 Conclusion

La croissance économique comme nous l'avons vu est l'accroissement durable, le moyen de déterminer le niveau d'un pays et leur richesse, la croissance nécessite une bonne gestion des ressources et la répartition selon les secteurs économiques comme stipulé par Barro.

La croissance n'est pas juste la quantité des richesses accumulées comme pour les mercantilistes mais aussi le niveau de vie des individus et leur bonheur au sein d'un territoire.

Le passage de l'état stationnaire à l'état providence a bien contribué à la croissance économique et particulièrement la croissance endogène.

Mais ne pas oublier que la croissance engendre des menaces environnementales que l'on doit prendre en considération dans les activités qui optimisent la productivité, car la croissance qui empêche la vie des humains et les animaux n'est vraiment une croissance.

Chapitre 3

DÉPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE AU MAROC

INTRODUCTION

Les dépenses publiques constituent un outil parmi d'autres, dont l'État utilise pour atteindre leurs objectifs (le plein emploi, stabilité des prix, balance commerciale et le taux de croissance), ces objectifs sont atteints en combinaisons de différentes politiques économiques, notamment la politique budgétaire.

En effet, les autorités marocaines adoptent cette politique par le biais des dépenses publiques pour aboutir une croissance au moins globale et durable.

À titre d'exemple, une augmentation des dépenses d'investissement peut engendrer plus d'emplois qui, par conséquence, augmente à son tour la consommation, la croissance économique mesurée par le PIB.

La discussion sur la relation existante entre les dépenses publiques et la croissance économique n'est pas récente, il a été au centre des préoccupations des différents courants économiques, à savoir les classiques et les keynésienne.

Le premier courant qui voyait l'intervention de l'État par le mécanisme des dépenses publiques, exerce généralement des effets défavorables en réduisant le rythme de croissance.

Pour ce courant le rôle de l'État doit être limité à l'exercice des fonctions régaliennes, cette vision du rôle de l'État exige l'existence d'un budget limité qui sert juste à assurer l'exercice des fonctions régaliennes, ceci implique des dépenses restreintes de l'État ainsi qu'une source de financement unique.

Contrairement à la conception classique, celle keynésienne implique l'intervention de l'État dans l'activité économique, l'État doit intervenir dans plusieurs secteurs d'activité économique, notamment dans le secteur d'infrastructure, santé et d'éducation etc, pour corriger le dysfonctionnement.

Cette intervention va impliquer une augmentation des dépenses publiques afin d'aboutir à une croissance remarquable et durable.

L'objectif de ce projet est d'étudier l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique au Maroc.

De ce fait, le problème sera : Dans quelle mesure les dépenses publiques marocaines impactent-elles la

croissance économique ? Dans cette perspective, le présent chapitre est structuré de la manière suivante. Dans un premier lieu j'explique la place de la dépenses publique dans la loi Marocaine et ces évolution, et sub-séquemment j'aborderai les fondements théoriques de la relation liant les dépenses publiques et la croissance économique de l'État, passant par les études empiriques effectuées dans le cas du Maroc. Dans une deuxième partie, j'essaie de modéliser l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique par la méthode de régression linéaire multiple (RLM).

3.1 LIEU ET ÉVOLUTION DE LA DÉPENSES PUBLIQUES AU MAROC

La dépenses publique Marocaine est selon la constitution de l'état expliquer proprement par la loi organique de finance (LOF).

L'exécution du budget « dépense publique » s'effectue conformément a la Constitution, notamment ses articles 42, 50, 85 et 132.

Selon l'article 13 paragraphe 3 de la LOF, Les charges du budget général comprennent :

- les dépenses de fonctionnement ,
- les dépenses d'investissement et
- les dépenses relatives au service de la dette publique.

— **Les dépenses de fonctionnement comprennent :**

les dotations des pouvoirs publics ;

les dépenses de personnel et de matériel afférentes au fonctionnement des services publics ;
 les dépenses diverses relatives à l'intervention de l'état notamment en matière administrative, économique, sociale et culturelle ;
 les dépenses relatives aux charges communes, y compris les dépenses de la dette viagère ;
 les dépenses imprévues et les dotations provisionnelles.

— **Les dépenses d'investissement comprennent :**

les dotations affectées aux dépenses résultant de l'exécution des plans de développement approuvés par le Parlement ;

les dépenses non prévues au plan de développement et programmées dans la loi de finances, destinées à la préservation, la reconstitution ou l'accroissement du patrimoine national.

Des dépenses de personnel non titulaire peuvent être incluses dans les dépenses d'investissement à la condition qu'elles ne concernent que des agents affectés à leur exécution en régie.

— **Les dépenses relatives à la dette publique comprennent**

les dépenses en intérêts et commissions et les dépenses relatives aux amortissements de la dette à moyen et long terme.

3.1.1 Évolution de la dépenses publique au Maroc

La dépenses publiques au Maroc est caractérisée par les pics et reprise au cours des années.

On remarque que entre les années 1973 au 1978, la dépense est a la sommet, qu'on peut expliquer suivant :

— Le choc de pétrole :

Le choc de pétrole d'octobre 1973 été une cause de ralentissement pour plusieurs pays européen comme la France, Angleterre Mais vu que le Maroc est une pays exportatrice de phosphate, la demande de phosphate augmente qui entraîne une grosse recette pour le Maroc.

De cas, on sait que, plus la recette égale plus la dépense, Alors, la dépense été justifie par la recette.

— Subventions et dépenses militaires :

Le gouvernement a décidé de subventionner le sucre, le pétrole et d'autres produits dont les prix internationaux avaient augmenté.

De plus, les dépenses militaires ont augmenté en raison de la reprise de l'ancien Sahara espagnol en 1975.

De 1975 à 1979, le gouvernement marocain a mis en œuvre des politiques de crédit restrictives, qui ont conduit à une augmentation des dépenses publiques pour stimuler l'économie.

Le gouvernement a financé ses dépenses croissantes en empruntant massivement à l'étranger, en partie à des conditions commerciales. Cela a conduit à des déficits budgétaires et courants extérieurs importants et potentiellement durables.

Bien que le gouvernement ait mis en œuvre des mesures de stabilisation en 1978, notamment des prélèvements plus élevés sur les importations, des réductions des investissements publics et des restrictions plus strictes sur les importations, le déficit budgétaire global est resté élevé et le déficit du compte courant extérieur a continué de croître.

En 1980 La dépenses publique a baisse du 21,3% en 1979 a 17,1% en 1980 Cette baisse été liée au :

— Conditions météorologiques défavorables :

Les conditions météorologiques défavorables ont entraîné une baisse des récoltes agricoles, ce qui a nécessité une augmentation des importations alimentaires, ce qui a exercé une pression sur le budget.

— Hausse des prix du pétrole

La hausse marquée des prix du pétrole a entraîné une détérioration des termes de l'échange, exerçant une pression supplémentaire sur la balance des paiements et le budget.

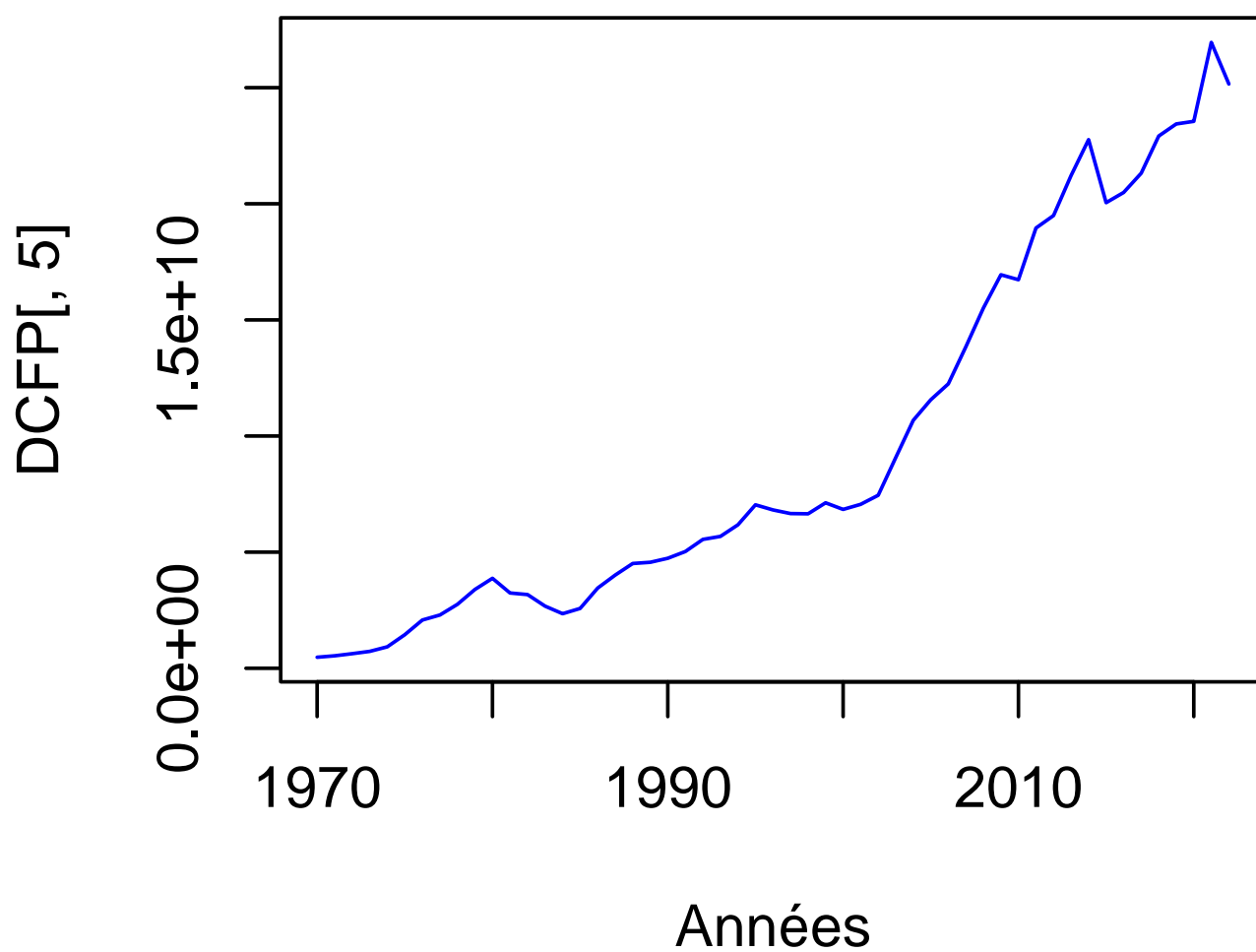


FIGURE 3.1 – Évolution de la Dépenses publique au Maroc (PIB)

En 1998 Le gouvernement marocain a délibérément réduit ses dépenses en 1998 par rapport à 1997 dans le cadre de son programme de réforme économique en cours visant à améliorer la discipline budgétaire et la stabilité macro-économique, Notamment la privatisation des entreprise et des autre organisations publiques.

2014 L'augmentation des dépenses en 2014 était en grande partie due à une expansion considérable des subventions, notamment pour le pétrole et les matières premières, dans le but de contenir les protestations.

3.1.2 La croissance économique au Maroc

Au Maroc, la croissance économique est caractérisée par une évolution en dents de scie, marquant des hauts et des bas selon les variations de la production agricole qui a toujours été fort dépendante des conditions climatiques.

En effet, de 1960 à 2004, la croissance est tombée 10 fois au dessous de zéro et elle a dépassé rarement les 5%. Les plus importantes performances ont été, en général, réalisées suite à une forte baisse du taux de croissance l'année précédente, et pire encore elles sont souvent suivies par une faible croissance. En conséquence, l'évolution de la croissance est caractérisée par une forte volatilité. Cette volatilité qui semble être structurelle gêne le bon fonctionnement du processus d'accumulation de la richesse à même de générer la croissance et garantir sa pérennité.

Entre 1960 et 1971, le Maroc a arrêté, depuis son indépendance, des objectifs visant la réalisation d'une croissance économique suffisante et soutenue en vue d'améliorer le niveau de vie de la population. C'est ce qui ressort de la plupart des plans de développement économique et social établis depuis 1960.

Cependant, les résultats réalisés ont été en général en deçà des aspirations du pays et des objectifs fixés et ce, malgré les différentes stratégies et mesures entreprises à cet effet.

Ces plans mettaient l'accent sur des priorités quasi constantes au profit des secteurs de l'agriculture, de l'industrie de base, du tourisme ainsi des ressources humaines.

Ainsi, le premier plan de 1960-1964 projetait le développement de l'agriculture et la mise en place d'une industrie de base grâce à l'intervention de l'état en vue de consolider l'indépendance économique du pays et de valoriser ses ressources nationales.

Toutefois, cette politique n'a pu être concrétisée en totalité et certains projets ont été annulés ou reportés en raison notamment des contraintes financières.

C'est pourquoi le plan triennal (1965 –1967) a, par la suite, mis l'accent davantage sur le secteur privé pour développer les investissements et opté pour le libéralisme économique.

En 1976 le Maroc ont enregistre une taux de croissance annuel au moins 10%. Cette accroissement et liée au :

— Croissance agricole :

Le secteur agricole, qui avait été fortement touché par les sécheresses des années précédentes, a connu une reprise en 1976. Cela a contribué au taux de croissance global du PIB..

— Croissance industrielle :

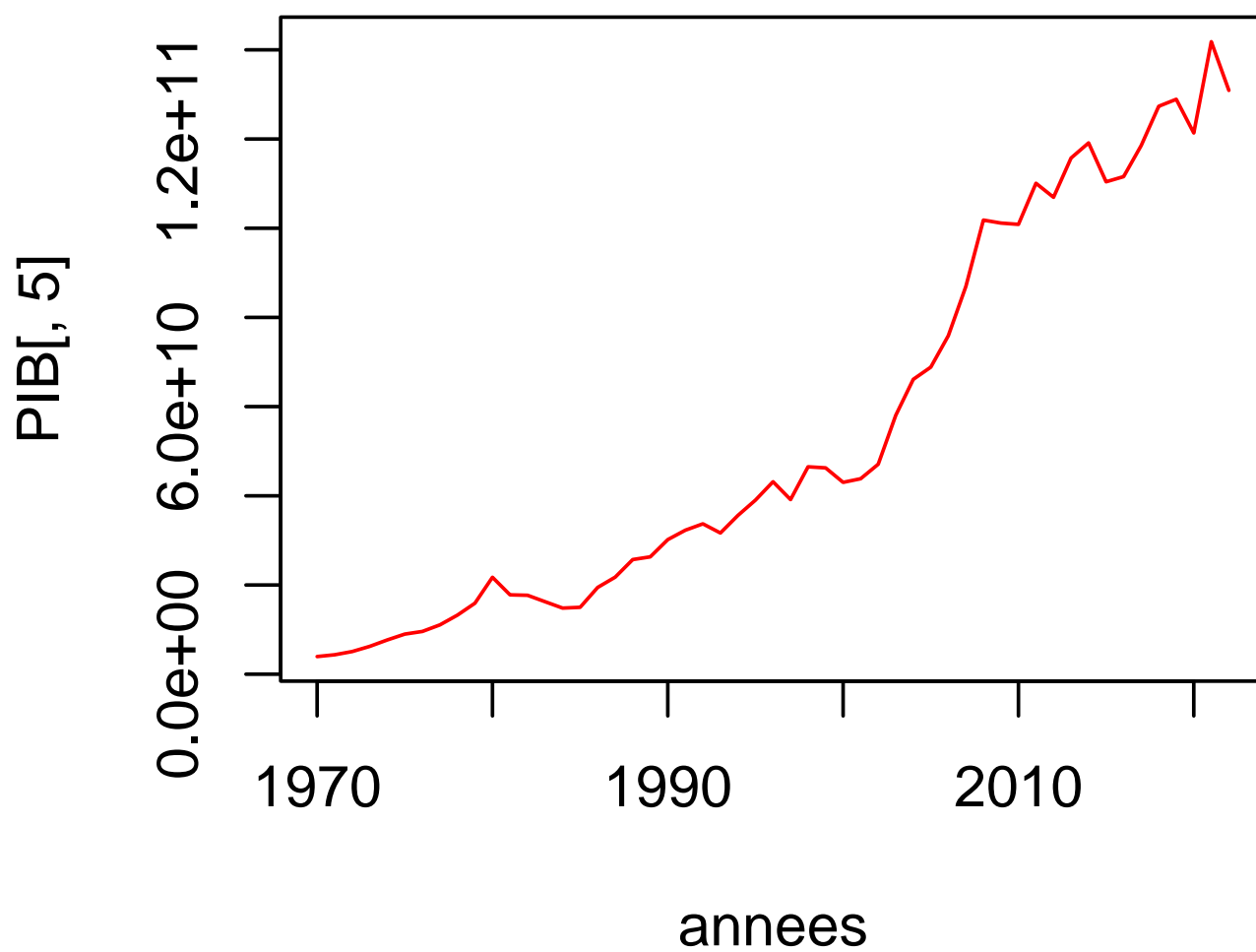


FIGURE 3.2 – Évolution de croissance au Maroc

Le secteur industriel, en particulier la fabrication et la construction, a également connu une croissance significative en 1976.

Cela était en partie dû à l'augmentation des investissements dans ces secteurs et à la mise en œuvre de politiques visant à stimuler la croissance économique..

— Politiques gouvernementales :

Le gouvernement a mis en œuvre des politiques visant à stimuler la croissance économique, telles que la réduction des impôts et l'augmentation des dépenses publiques en infrastructures et services sociaux.

Ces politiques ont contribué à stimuler l'activité économique et à augmenter le PIB.

En 1995 et 1996

La baisse de la PIB annuel en 1995 est une résultat des Sécheresse qui avait affecter l'agriculture, perte de confiance et incertitude des consommateurs et investisseurs par rapport au spéculation de changement de gouvernement.

Au contraire en 1996, le Maroc a connu une année de croissance économique notable, avec une croissance de son PIB à un rythme robuste.

Le niveaux de production agricole sont élevés, la libéralisation du commerce et la déréglementation.

Investissements directs étrangers,La tourisme et la réduction de prix qui encourage et augmente la pouvoir d'achat sont contributifs.

En 2020.

la crise mondiale de covid-19 ont touche toute les secteur économique mondiale, pour le Maroc, la contraction sur tourisme,exportation des produit agricole et la restriction de mouvement contre la propager des maladies a été fortement diminué les activités économique et par raison la chute de croissance économique.

La hausse en 2021, La croissance du PIB marocain en 2021 a été exceptionnelle, avec un taux de croissance d'environ 8% .

Cette forte reprise économique a été principalement due à :

Récolte céréalière exceptionnelle :

La récolte céréalière a été très bonne en 2021, après deux années consécutives de grave sécheresse.

Cette récolte exceptionnelle a contribué à la croissance économique du pays.

Performance de l'industrie et de l'activité minière extractive :

L'industrie et l'activité minière extractive ont enregistré des performances solides, ce qui a également contribué à la croissance économique.

Maîtrise de l'inflation :

L'inflation a été contenue à 1,4% en moyenne, malgré la pression accumulée exercée sur les coûts à l'importation vers la fin de l'année 2021.

Demande intérieure forte :

La demande intérieure a augmenté de 8,1% par rapport à la même période l'année précédente, ce qui a également contribué à la croissance économique.

3.2 REVUE DE LITTÉRATURE THÉORIQUES

Au regard de la littérature économique, plusieurs analyses ont été faites quant à ce qui concerne les dépenses publiques et la croissance économique.

Cette relation était au centre des préoccupations des économistes classiques, néoclassique et keynésiens. En effet, jusqu'au début du vingtième siècle, les idées du « laissez-faire » prédominaient parmi les centres de discussion économique. Cette doctrine a été fondée sur l'hypothèse que le rôle de l'État était le maintien de l'ordre public et la réalisation des missions régaliennes, c'est la conception de l'État-Gendarme. Selon cette conception, le Budget de l'État avait pour mission de financer la force publique, la justice, la diplomatie. Toute autre dépense publique, surtout dans le secteur économique et social, ne répondait pas, selon les classiques, au rôle de l'État et portait atteinte à la liberté individuelle, à l'initiative privée et aux lois naturelles de l'économie du marché.

Ainsi le courant libéral ou classique, prône le libéralisme économique et l'abstention de l'État dans l'économie. Il faut promouvoir le laissez-faire et laisser les marchés s'autoréguler par le biais de la main invisible chère à Adam Smith.

Les économistes keynésiens avaient une autre vision opposée à celle des classiques. En effet, la pensée keynésienne a attribué à l'autorité publique un rôle indispensable dans la sphère économique par le biais des dépenses publiques.

Ainsi, l'action publique doit intervenir en matière économique en effectuant des dépenses additionnelles lorsque l'activité baisse.

Ces dépenses vont réanimer la demande qui va influencer la production et par conséquent l'emploi.

Cependant, lorsque l'économie d'un pays est en situation de surchauffe, l'État réduit cette pression en réduisant ses dépenses lorsque le revenu national augmente et que les prix montent de manière excessive ou que l'investissement dépasse les possibilités d'épargne.

L'apparition des nouvelles théories qui expliquent la croissance durant les trente glorieuses va donner une autre vision de la problématique en question. Les néoclassiques montrent que la croissance économique se fait par le progrès technique en lui considérant comme élément exogène.

Alors que les fondateurs de la théorie de croissance endogène vont considérer ce progrès technique comme élément endogène.

— Le modèle de SOLOW

Pour les néoclassiques le premier modèle de croissance a été réalisé par SOLOW en 1956 dans une perspective de long terme, ce dernier a fait introduire le progrès technique comme un élément essentiel dans l'établissement de la croissance. L'idée de SOLOW rejoint donc celle des néoclassiques selon laquelle l'économie converge vers un état stationnaire.

Dans ce modèle, il y'a une combinaison entre le travail et le capital pour produire des biens par les entreprises. Ces dernières utilisent l'épargne des ménages pour investir et donc accroître les capacités de production. Ainsi, les entreprises peuvent accumuler plus de capital dans une économie où il y a plus d'épargne.

Le modèle de SOLOW n'est pas parvenu à expliquer d'où vient le progrès technique, malgré la grande importance que ce modèle lui procure dans l'explication de la croissance. C'est donc dans ce sens que la théorie de la croissance endogène va apparaître.

— Les modèles de croissance endogène

Les modèles de croissance endogène ont émergé dans les années 1980, dans le but de modéliser la croissance d'une manière réaliste.

Les nouvelles théories vont considérer le taux de croissance comme endogène, c'est-à-dire, résultant des activités économiques elles-mêmes. La croissance, selon cette théorie, est auto-entretenue.

— Le modèle de PAUL ROMER en 1986

Paul Romer Affirme que la croissance est un processus cumulatif et auto-entretenu.

En effet, la croissance donne lieu à avoir du progrès technique, donc c'est un facteur endogène qui, à son tour, en produisant des externalités positives, permet de renforcer la croissance et empêcher voire annuler la décroissance de la productivité marginale des facteurs. Ainsi, il peut y avoir croissance sur le long terme.

— Le modèle de ROBERT LUCAS (1988)

L'accumulation du capital humain produit des externalités positives.

Cette accumulation est endogène, car plus la croissance est importante, plus les individus (par leur épargne) et les États (par leurs dépenses) peuvent consacrer des sommes à l'éducation et à la formation.

Lucas propose un modèle fermé dans lequel il adjoint au côté du facteur travail L , et du capital K , un troisième facteur de production :

le capital humain H .

La production est donnée par la combinaison de trois facteurs le capital, le capital humain et le travail suivant une technologie de type COBB-DOUGLAS :

$$Y_t = AK_t^a (U_t H_t L_t)^{(1-a)} H_t^y$$

où, U_t, H_t, L_t est le travail efficace et U le temps de travail. Lucas fait la distinction entre l'effet interne du capital humain qui élève directement l'efficacité du travail et l'effet externe ou effet de diffusion du capital humain sur l'économie entière à travers le terme H_t^y .

— Le modèle de ROBERT BARRO (1991)

BARRO stipulait que la taille de l'État influence de manière significative le taux de croissance économique.

Il considère que les dépenses visant à créer des infrastructures telles que les dépenses en matière d'équipements et en matière de transports (routes, autoroutes, chemins de fer, etc.), rendent plus efficace l'activité productive des firmes privées.

Le modèle développé par BARRO consiste à considérer une fonction de production de type COBB DOUGLAS collective inter-temporelle qui rend trois inputs, notamment le capital K , le travail T et les dépenses publiques G . Soit l'équation donc :

$$Y = AK^a L^\beta G^y$$

Pour BARRO, les dépenses publiques ont deux effets opposés :

Un effet négatif en augmentant le taux de taxation ;

Un effet positif en augmentant la dépense par tête, puisque l'augmentation de ce dernier permet d'augmenter la productivité marginale du capital, et d'augmenter le taux de croissance par la suite.

— La théorie de Adolph Wagner

La théorie de Wagner (1911) stipule que pour une économie qui se développe, les dépenses publiques augmentent plus rapidement que la production.

La relation à long terme entre les dépenses du gouvernement et la production, avec une causalité allant de la croissance économique aux dépenses, a été surnommée la loi de Wagner.

Wagner (1911) a fait valoir qu'il y avait trois raisons principales à l'augmentation des dépenses du gouvernement.

Premièrement, la croissance économique, la modernisation et l'industrialisation entraînent le remplacement de l'activité publique par une activité privée.

Cela pousse les gouvernements à produire davantage de réglementations pour les activités du secteur privé qui conduisent à une augmentation des dépenses publiques.

Deuxièmement, la demande d'infrastructures de base, notamment de santé et d'éducation, entraîne une nouvelle augmentation des dépenses publiques à mesure que le revenu réel augmente.

(Wagner affirme que ces installations seront plus efficaces si elles sont gérées par le gouvernement plutôt que par le secteur privé.) Enfin, il soutient que les gouvernements devraient améliorer l'efficacité économique des structures de marchés monopolistiques et à concurrence imparfaite grâce à des investissements à grande échelle. Dans l'ensemble, Wagner estimait que le développement économique s'accompagnerait d'une participation accrue du secteur public à l'économie.

Il faut ajouter que, dans les économies modernes, il est particulièrement important de considérer que, à mesure que le pays se développe, on compte de plus en plus sur le développement technologique, moteur de la croissance à long terme par le biais de divers effets importants de contagion.

3.3 L'IMPACT DE DÉPENSES PUBLIQUES SUR CROISSANCE ; ÉTUDE ÉCONOMÉTRIQUE (MAROC)

Dans cette section, je veux présenter l'étude économétrique de la relation entre la dépense publique et la croissance économique, à l'aide de la régression linéaire multiple en moindres carrés ordinaires (MCO).

3.3.1 Présentation des hypothèses d'étude.

Vue la revue de littérature sur ce sujet, j'ai retenu trois hypothèses que je vais tester à l'aide de la modélisation stochastique et en suivant la démarche d'auto-régression par différentiation linéaire en utilisant le logiciel R, comme suit :

H1 : Est-ce que il existe une relation entre le PIB réel et les dépenses de consommation finale des administrations publiques (Fonctionnement) ?

H2 : Existe il une relation entre le PIB réel et la FBCF qui représente le capital fixe ?

H3 : Est-ce que il existe une relation entre la dépenses sur le service de dette et la croissance ?

H4 : Si il existe un relation entre les dépenses publique et la croissance économique, quel est la significative ?

Le modèle théorique de référence

Soit une fonction de production homogène de type Cobb-Douglas de degré un.

Les estimations de paramètres que nous allons introduire et dont nous discuterons ensuite reposent toutes sur la spécification de la fonction Cobb-Douglas.

Nous allons reprendre cette fonction sous la forme (Douglas 1976) :

La fonction de production peut s'écrire en termes de relations mathématiques, exprimant des quantités « par unité de travail effectif ».

$$(1) Y = Af(k,h)$$

Cette fonction peut être homogène de degré 1 lorsque les rendements sont constants comme suit :

$$(2) Y = A K^\alpha L^\beta, \text{ avec } (\alpha + \beta) = 1$$

Notons que :

$$\begin{aligned} Y &= \text{PIB constant par habitant} \\ K &= \text{Capital physique comme (FBCF)} \\ L &= \text{Capital humain.} \end{aligned}$$

Ainsi, la description de la fonction de production Cobb- Douglas, avec laquelle la production ou productivité logarithmique s'écrit linéairement en fonction de la force du facteur, où la relation Ln 1) est décrite comme suit :

$$(3) \ln Y_t = \ln A_t + \alpha + \ln(K_t) + \beta \ln(L_t) + \varepsilon_t \text{ Ensuite, l'équation peut s'écrire comme suit :}$$

$$(4) Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 K_t + \alpha_2 L_t + \varepsilon_t.$$

Le coefficient α appartient à l'intervalle $[0; 1]$.

Il représente les rendements d'échelle Constants.

Pour linéariser l'équation, une fonction logarithmique a été appliquée et un terme d'erreur (ε) a été également introduit pour avoir un modèle économétrique stochastique.

Variables d'étude et sources de données :

Mon étude est porte sur des variable du 1970 á 2022, dont N = 53. Toute variable utilisée sont des donnes de la Banque Mondiale.

La variables sont PIB, DCFP, SDE et l'FBCF, les variable sont importer en Milliards de dollar US courant pour pouvoir éliminée les effets inflationniste des prix.

Les variables explicatives sont les DCFP et la FBCF ou la variable a expliquer est le PIB.

- **PIB** : Production Intérieur Brut
- **DCFP** : Dépense de consommation finale des Administration Publiques.
- **SDE** : Dépenses sur les service de la dette
- **FBCF** : Formation brut des capital fixe.

Formulation du modèle de l'étude

:

Après avoir présenté les différentes variables retenues dans ce présent travail, je posons la fonction suivante :

$$Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 x_1 + \alpha_2 x_2 + \alpha_3 x_3.$$
$$PIB_T = \alpha_0 + \alpha_1 * DCFP_T + \alpha_2 * FBCF_T + \varepsilon_T$$

Après avoir introduire la logarithme, le modelé devient comme suit :

$$LPIB = \alpha_0 + \alpha_1 * LDCFP_T + \alpha_2 * LFBCF_T + \varepsilon_T$$

3.3.2 Tableau des résultats

R4.2.3. ~ 1

Coefficients	Estimate	Std. Error	T-value	Pr(> t)	
(Intercept)	1.357e + 09	7.308e + 08	1.857	0.0694	.
DCFP	1.921e + 00	3.470e - 01	5.536	1.20e - 06	**
FBC	1.877e + 00	1.870e - 01	10.035	1.79e - 13	**
Dette	2.200e + 00	4.482e - 01	4.910	1.05 e - 05	***

Signif. codes : 0'***0.001'***0.01 '* 0.05 '· 0.1; 1 Residual standard error : 2.668e + 09 on 49 degrees of freedom Multiple R-squared : 0.9965 , Adjusted R-squared : 0.9962 F-statistic : 4592 on 3 and 49 DF, p-value : < 2.2e - 16 > 1

3.3.3 Interprétation des résultats.

Après les calculé économétrie, on obtient que il existe un relation entre la dépenses publiques et la croissance économique.

voient que après le calculé, le PIB en fonction des dépenses publique est :

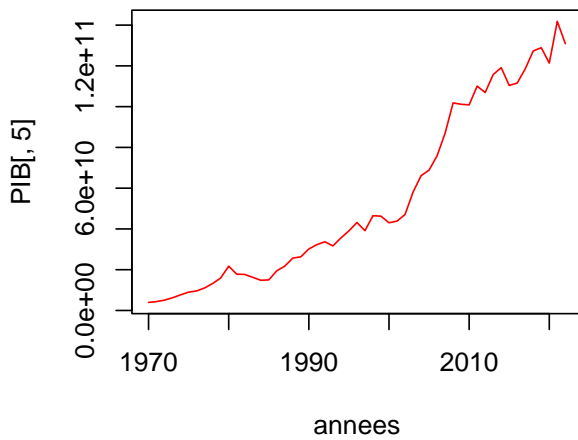


FIGURE 3.3 – PIB

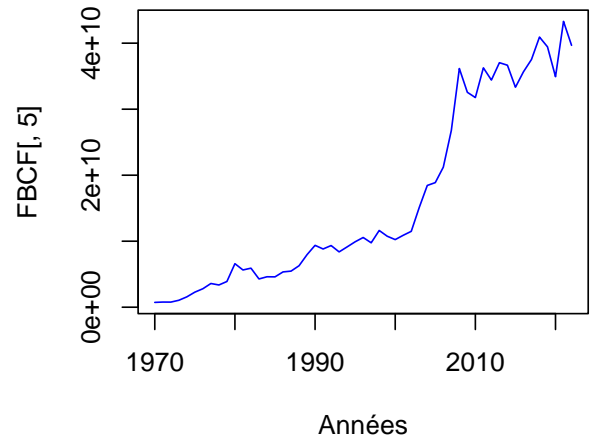


FIGURE 3.4 – FBCF

FIGURE 3.5 – Évolution de PIB et FBCF

$$\hat{\text{PIB}} = 1.357 + 1.921 \cdot \text{DCFP}_t + 1.877 \cdot \text{FBCF}_t + 2.200 \cdot \text{Dette}_t$$

D'après les résultats obtenus, il existe donc une relation positive entre les trois variables explicatives et la croissance (PIB), mes hypothèses sont justifiées.

La quatrième hypothèse est de vérifier la significativité des variables et la significativité globale, pour le faire, on utilise le test de Student pour la significativité individuelle et puis le test de Fisher pour la significativité globale.

$H_0 : \alpha_1 = 0$: On accepte H_0 si $t_c < 0$ et on rejette sinon

$H_1 : \alpha_1 \neq 0$: On accepte H_0 si $t_c > 0$ et on rejette sinon

Vu que l'intervalle de confiance est de 95%, notre $\alpha = 1 - 0.95$, et que toutes les T_c sont supérieures à T_t donc, elles sont toutes significatives individuellement.

Pour plus de preuve, la p-value de chaque variable n'est pas significative (inférieure à 0.05). Donc on rejette H_0 et on accepte H_1 .

Pour tester la significativité globale, on compare le F-statistique et le F-tabulé du tableau de Fisher. D'après le tableau de Fisher, $F_{\text{tabulé}} < F_{\text{calculé}}$.

On rejette alors H_0 et on accepte H_1 , d'où le modèle est globalement significatif.

Et on note que $R^2 = 0.9965$ qui signifie que la relation entre la PIB et les variables explicatives est fortement liée.

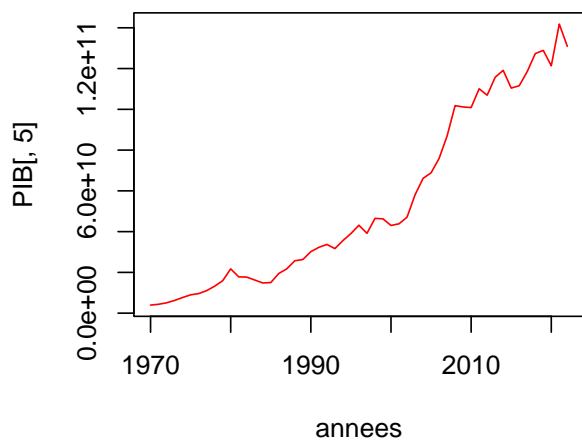


FIGURE 3.6 – PIB

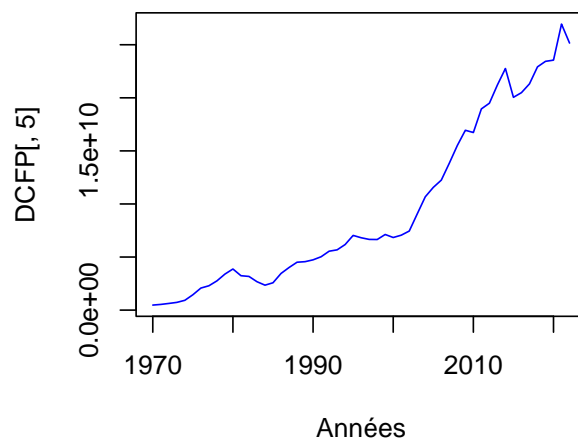


FIGURE 3.7 – DCFP

FIGURE 3.8 – Evolution de PIB et DCFP

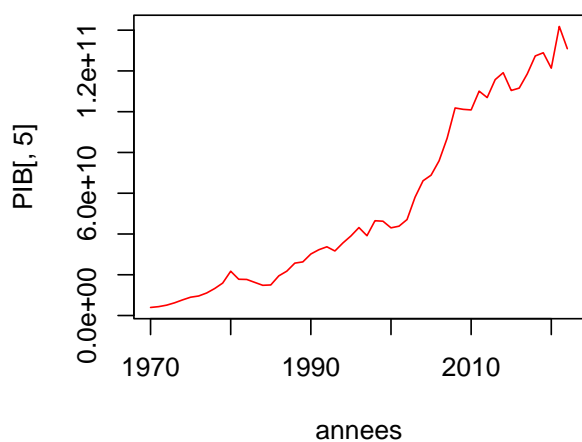


FIGURE 3.9 – PIB

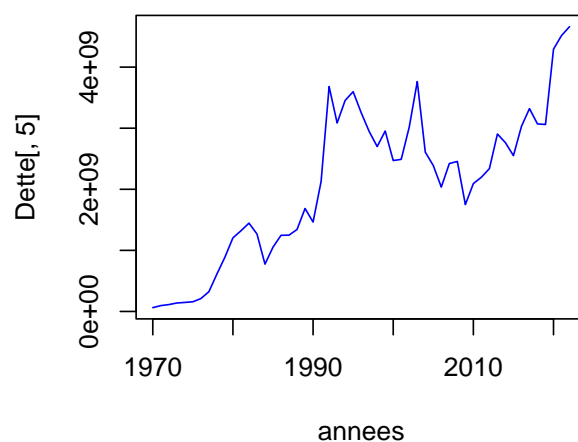


FIGURE 3.10 – Dette

FIGURE 3.11 – Évolution de PIB et Service Dette

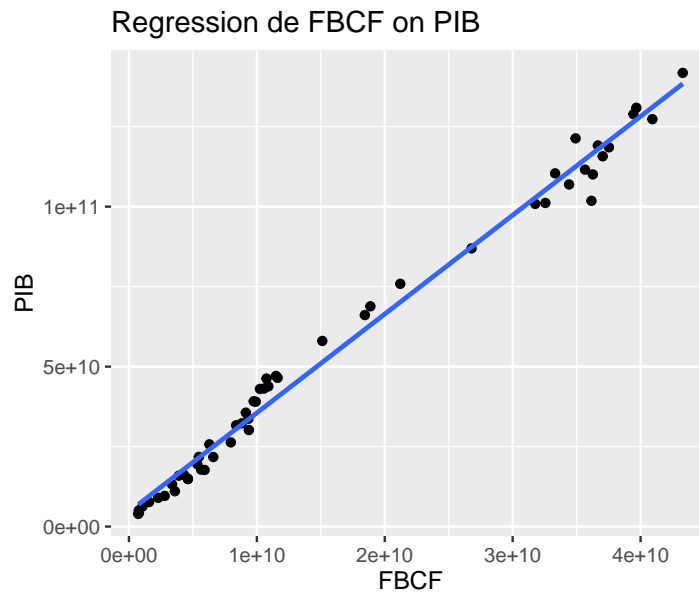


FIGURE 3.12 – FBCF

3.3.4 Conclusion

Il est évident après l'étude économétrique qu'il existe une relation forte entre la croissance économique et la dépenses publique.

Dans cette chapitre, a travers les théories et l'étude empirique j'ai constaté que la dépenses publique ici au Maroc est un moteur de la croissance économique, et que la dépenses publique comme stipulé sur le modèle de Robert Barro rend l'activité productive des secteurs privés plus efficace par les infrastructures mises en place par le pouvoir public sous leurs dépenses en matière d'équipement.

L'augmentation des dépenses publiques au Maroc est une preuve de la théorie de Adolph Wagner vu que à partir d'année 1972 les dépenses ont augmenté par un chiffre (FBCF) et à nos jours on voit les effets de ces dépenses en infrastructure et développement.

Partir du résultat que j'ai obtenu, on prévoit que si l'état dépense 100, 150, 70 milliards de dollars US sur la FBCF, DCFP et SDE respectivement, on aura un PIB de 631.207.

3.3.5 CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objet de cette recherche consiste à examiner la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique au Maroc. Pour ce faire, j'avais adopté une démarche qui s'est appuyée sur une approche à la fois théorique et empirique.

L'objectif primordial du premier, et deuxième chapitre est d'apporter des réponses théoriques au rôle des dépenses publiques notamment sur la croissance économique.

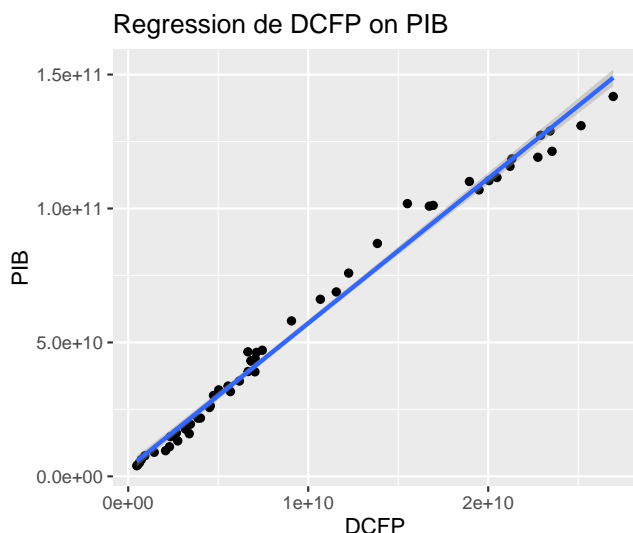


FIGURE 3.13 – Consommation

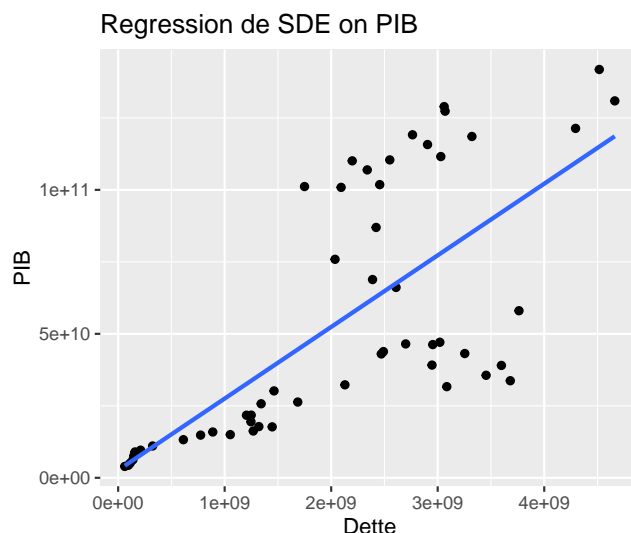


FIGURE 3.14 – Dette

FIGURE 3.15 – Régression linéaire

Étant donné cet objectif, il est tout d'abord apparu nécessaire d'insister dans le premier et deuxième chapitre sur les problèmes inhérents à la définition du concept, typologies et objectifs de la croissance économique et des dépenses publiques.

Par ailleurs, dans le troisième chapitre, j'étais intéressé à dégager l'existence de la relation théorique entre la croissance économique et les dépenses publiques, d'après ce troisième chapitre section 2 j'ai conclu que certains théoriciens (A titre d'exemple : la théorie de d'Adolph Wagner) considèrent que la croissance économique est une variable exogène par contre d'autres pensées comme celle de la théorie keynésienne , estiment que les dépenses publiques qui causent la croissance économique et pas le contraire.

J'ai montré aussi dans ce chapitre l'importance de l'intervention de l'état dans une économie et le rôle que joue cette dernière dans le processus de la croissance économique.

Au niveau de la première section j'ai conclu que les dépenses publiques ont connu une progression importante, et le Maroc essaye à travers ces dépenses de réaliser l'équilibre économique et la stabilité sociale et donc atteindre un niveau de croissance économique favorable.

J'ai aussi conclu que le Maroc confronte des obstacles comme l'inefficacité des dépenses publiques, la crise sanitaire et les autre crise mondiale qui limitent la croissance économique du pays ce qui impact négativement le bien-être de la population est ce qui freine le développement économique du Maroc.

A l'aide de logiciel R j'ai utilise ggplot2 pour trace et présenter les graphes.

Notre étude essaie d'apporter une réponse à trois questions sur la relation de la dépenses publique et la croissance économique, qui été bien répondu dans le troisième section après les étude empiriques.

Après tout ça, j'ai appris que la dépense publique comme j'ai pensé auparavant n'a pas un effet totalement négatif dans la croissance économique nationale, et il existe toujours une relation significative entre la croissance et les dépenses publiques.

Kaldor (1972) Barro (1991) Gwartney et al. (1998) Pigou (1936) Smith (1793) Tanzi and Zee (1997) Acemoglu et al. (2001) Barro (1996) Friedman (1997) Easterly et al. (1991) Solow (1956) Higgins (2017) Korotayev and Tsirel (2010) Kuznets (2019) Müller (1919) Say (1861) Ricardo (1821) Lucas Jr (1988) Romer (1994) Say (1861) Layard (2006) Adil (2024) Renton et al. (2012) Ricardo (1821) Mankiw et al. (2008) Skidelsky (2005)

Bibliographie

- Acemoglu, D., Johnson, S., and Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development : An empirical investigation. *American economic review*, 91(5) :1369–1401.
- Adil, D. B. M. (2024). La loi organique relative à la loi de finances (n° 130-13) et l’administration publique au maroc : analyse et questions. , 3().
- Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *The quarterly journal of economics*, 106(2) :407–443.
- Barro, R. J. (1996). Determinants of economic growth : A cross-country empirical study.
- Easterly, W. R., King, R., Levine, R., and Rebelo, S. (1991). *How do national policies affect long-run growth ?* World Bank.
- Friedman, M. (1997). John maynard keynes.
- Gaudemet, P. M. and Molinier, J. (1997). *Finances publiques (2) : Fiscalité*. FeniXX.
- Gwartney, J. D., Lawson, R., and Holcombe, R. G. (1998). *The size and functions of government and economic growth*. Joint Economic Committee Washington.
- Higgins, B. (2017). François perroux. In *Regional Economic Development*, pages 31–47. Routledge.
- Kaldor, N. (1972). The irrelevance of equilibrium economics. *The Economic Journal*, 82(328) :1237–1255.
- Kestemont, B., Frendo, L., and Zaccai, E. (2011). Indicators of the impacts of development on environment : A comparison of africa and europe. *Ecological indicators*, 11(3) :848–856.
- Korotayev, A. V. and Tsirel, S. V. (2010). A spectral analysis of world gdp dynamics : Kondratieff waves, kuznets swings, juglar and kitchin cycles in global economic development, and the 2008–2009 economic crisis. *Structure and Dynamics*, 4(1).
- Kuznets, S. (2019). Economic growth and income inequality. In *The gap between rich and poor*, pages 25–37. Routledge.
- Layard, R. (2006). Happiness and public policy : A challenge to the profession. *The economic journal*, 116(510) :C24–C33.
- Lucas Jr, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of monetary economics*, 22(1) :3–42.
- Mankiw, N. G., Taylor, M. P., Wagner, A., and Herrmann, M. (2008). Grundzüge der volkswirtschaftslehre.

- Müller, J. (1919). *Recherches sur la lipase des champignons*, volume 637. Universite de Geneve.
- Pigou, A. C. (1936). Mr. jm keynes' general theory of employment, interest and money. *Economica*, 3(10) :115–132.
- Renton, A., Wall, M., and Lintott, J. (2012). Economic growth and decline in mortality in developing countries : an analysis of the world bank development datasets. *Public health*, 126(7) :551–560.
- Ricardo, D. (1821). *On the principles of political economy*. J. Murray London.
- Romer, P. M. (1994). The origins of endogenous growth. *Journal of Economic perspectives*, 8(1) :3–22.
- Say, J.-B. (1861). *Traité d'économie politique*. Calmann-Lévy.
- Skidelsky, R. (2005). *John Maynard Keynes : 1883-1946 : Economist, Philosopher, Statesman*. Penguin.
- Smith, A. (1793). *An Inquiry Into the Nature and Causes of the Wealth of Nations : By Adam Smith,...*, volume 1. William Porter.
- Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *The quarterly journal of economics*, 70(1) :65–94.
- Tanzi, V. and Zee, H. H. (1997). Fiscal policy and long-run growth. *Staff Papers*, 44(2) :179–209.